Un marché chinois controversé par le syndicat des commerçants du Burundi

PANA, 26 février 2015 Bujumbura, Burundi - Les commerçants de l'ancien marché central de Bujumbura comptent s'opposer par "tous les moyens légaux" à la convention de concession, sur 50 ans, du site aujourd'hui en ruine suite incendie qui l'a complètement ravagé en janvier 2013, entre le gouvernement de la République du Burundi et la société chinoise de commerce et d'investissement en Afrique (Sino-african trading and investment initiative Co limited), "sans concertations préalables" avec les premiers concernés, apprend-on de source syndicale à Bujumbura.

Désormais Audace Bizabishaka, le président du Syndicat général des commerçants (Sygeco), plus de 5.000 commerçants ont perdu un capital de plus de 300 milliards de francs burundais (près de 300 millions de dollars américains) dans le sinistre aux origines accidentelles, selon les enquêtes officielles. Les parties contractantes pour de nouvelles infrastructures économiques sur l'ancien site ne pouvaient, de ce fait, ignorer la nécessité de se concerter avec les anciens commerçants du marché central de Bujumbura, a-t-il martelé. Les conditions de passation du marché ainsi que les détails de la concession ne sont cependant pas encore connus du large public et le Sygeco entend attaquer en justice le marché au premier coup de bulldozer, a-t-il avisé. Le trésorier général de l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome), Gabriel Rufyiri, croit savoir, de son côté, que la passation du marché a été frappée du sceau de la « confidentialité », en violation des procédures légales. Un marché provisoire a ouvert ses portes depuis peu avec moins de 3.000 places disponibles, plus à la périphérie nord de la ville de Bujumbura, ce qui alimente un autre malaise chez les commerçants qui n'ont pas été consultés. Les opérateurs économiques chinois commencent à occuper une part importante sur le marché des Travaux publics au Burundi où ils ont déjà ouvert un grand chantier pour la construction d'un Palais présidentiel. Des ouvriers chinois sont encore visibles dans les villes et villages du Burundi sur des chantiers de construction ou de réparation des routes, des écoles, des infrastructures de télécommunications ou encore des barrages hydro-électriques. Cette coopération économique grandissante est sous-tendue par de bonnes et vieilles relations politiques et diplomatiques entre le Burundi et la Chine qui parlent généralement d'une même voix dans le concert des nations, explique-t-on dans les milieux d'affaires intéressés à Bujumbura.